

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE MONTDARDIER (LCM)

Route de Campels - Lieu-dit Lascombes
30120 Montdardier

Référence : 2024-07-305
Code AIOT : 0003700063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement LES CARRIERES DE MONTDARDIER (LCM) implanté aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières - 30120 Montdardier. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE MONTDARDIER (LCM)
- LASCOMBES - BAUME TEZOUNNIERES 30120 Montdardier
- Code AIOT : 0003700063
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation de 2 gisements de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement ainsi qu'une station de transit de matériaux sont présentes in situ.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.3.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Conditions particulières applicables à la station de transit	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Mesures de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 9.2.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
6	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
12	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
13	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
14	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
15	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 4.1	Sans objet
7	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
8	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 I	Sans objet
10	Conditions d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des manquements ont été observés par l'inspection vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables. L'inspection souligne l'importance d'établir un rapport de synthèse annuel tel que prescrit à l'article 2.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-07-060 du 10/07/2017 et, comportant notamment les vérifications de la conformité aux arrêtés applicables afin d'éviter une dérive dans l'exploitation des installations ICPE. L'inspection rappelle également l'importance de la gestion administrative applicable en matière d'admission de déchets et/ou de terres excavées et de sédiments, en vue notamment de l'intégration des données à télé verser dans le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.3.3

Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Exploitation de roche calcaire

Les caractéristiques de la carrière de calcaire sont les suivantes :

La superficie totale de la carrière cumulant la superficie des zones "Lascombes" et "Baume Tézounnières" est de 23,05 ha.

Le volume total à extraire de 2 415 000 m³ soit 4 830 000 t avec la répartition suivante :

- . un tonnage maximum de production de pierre de taille de 31 000 t/an,
- . un tonnage maximum de production de granulats de 130 000 t /an.

Les caractéristiques du gisement sont les suivantes :

- . une côte maximale d'extraction située :
 - . à 608 m NGF pour la zone pierre de taille "Lascombes" et à 623 m NGF pour la zone pierre de taille "Baume Tézounnières",
 - . à 570 m NGF pour la zone granulats "Lascombes".
- . une épaisseur d'extraction de 7 m pour les zones pierre de taille (par gradins de 1 m) et de 40 à 55 m pour la zone d'extraction de granulats ("Lascombes").

Installations de traitement

La LCM dispose de trois unités de concassage-criblage pour la production de granulats dont deux sont positionnées au sein de la zone d'exploitation de granulats "Lascombes" enclavée et merlonnée (carreau actuel de la carrière à -10 m par rapport au TN et poursuite de l'exploitation par enfouissement).

Une unité fonctionne par campagne au niveau de la zone "Baume Tézounnières" en vue de la valorisation des stériles de cette zone (scalpage/concassage/criblage) et ainsi limiter le transit de matériaux.

Les installations sont positionnées en situation enclavée (entourées de stock ou au sein d'un carreau enfoué) afin de limiter la propagation de poussières et les nuisances sonores.

Une unité de chaulage peut être utilisée pour valoriser au maximum les franges calcaires plus altérées et permettre la séparation de la fraction argileuse.

Les unités utilisées sont adaptées au tonnage à traiter (production maximum de granulats envisagée de 130 000 t/an).

La puissance totale cumulée des installations de traitement pouvant fonctionner sur les zones carrières en simultanée est au maximum de l'ordre de 2000 kW.

Au niveau de la zone carrière de granulats "Lascombes", les actions de concassage-criblage sont quasi permanentes.

Les stériles non valorisables sont utilisés pour la remise en état.

Seuls des matériaux inertes externes issus de chantiers du BTP réalisés à proximité de la carrière peuvent être accueillis sur le site. La fraction recyclable est valorisée en granulats dans les installations.

Le recyclage des déchets inertes du BTP du bassin du Vigan est réalisé sur la plateforme de recyclage de Molières-Cavaillac dès que celle-ci est en fonctionnement.

Le tonnage maximum de matériaux inertes reçus sur la carrière est de 50 000 t/an et 100 000 t/an pendant 2 ans suivant la fin de l'exploitation de la zone "Lascombes" pour assurer son réaménagement. Ces flux sont gérés en double fret (camion apportant des matériaux inertes et repartant avec des matériaux naturels de carrière vers la plateforme de recyclage ou des chantiers en direct).

Autres installations

Une station de transit de matériaux extraits et traités et de déchets inertes externes issus du BTP est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 30 000 m².

Les stocks présents au niveau des carreaux des zones d'extraction en situation enclavée ou en hauteur sont limités à 7 m le cas échéant.

.../...

Constats :

Au titre de l'année 2023, 4436 tonnes de pierre de taille (roche ornementale, dallage et pavés) et 7879 tonnes de granulats ont été commercialisés.

L'inspection relève que les volumes et tonnages extraits sont significativement inférieurs à ceux autorisés, depuis le début de l'autorisation.

Le phasage d'exploitation des 2 gisements Lascombes et Baume Tézounnières ainsi que le réaménagement de la zone Lascombes, du fait de la sous-exploitation des gisements et de l'absence d'utilisation des matériaux inertes en remblayage, ne sont pas respectés.

L'inspection a pu vérifier le respect des côtes minimales d'extraction, des limites des installations classées ICPE, pour les 2 gisements de pierre de taille Lascombes (609,28 m NGF au niveau de la piste) et Baume Tézounnières (629,46 m NGF au point le plus bas actuellement exploité).

Néanmoins, l'inspection n'a pas pu vérifier le respect de la côte minimale d'extraction au niveau de la zone granulats du gisement "Lascombes", faute de relevés.

L'inspection a constaté que les installations ne sont pas conformes à leur description :

- LCM ne dispose que d'une unité de concassage et d'une unité de criblage,
- LCM sous-traite dorénavant la production de granulats,
- environ 2 campagnes de concassage-criblage d'une durée inférieure à 1 mois sont réalisées par le prestataire BALDARE (34),
- aucune unité de chaulage n'est présente in situ,
- 4 zones à l'entrée du site "Baume Tézounnières" accueillent en transit des déchets en provenance de chantiers du BTP locaux (sté TP SERRA et autres artisans locaux) mais aussi en provenance du SYMTOMA,
- les matériaux inertes en transit issus de chantier BTP locaux comprennent des déchets de démolition d'une part, mais aussi des terres et sédiments excavés d'autre part. Ils sont valorisés (concassage et/ou criblage) avant commercialisation,
- des déchets inertes en mélange en provenance du SYMTOMA et en transit comprennent quelques déchets plastiques, des matériaux isolants et du bois,
- une zone est dédiée à l'accueil de déchets végétaux non inertes non dangereux (troncs, branches) en transit, en attente de valorisation (broyage).

L'inspection a ainsi constaté in situ la présence de déchets non autorisés ; ni l'accueil et le transit de déchets inertes en provenance du SYMTOMA, ni l'accueil et le transit pour broyage de déchets végétaux non inertes non dangereux, ne sont pas autorisés sur le site. **Il convient de régulariser voire cesser définitivement ces activités.**

Concernant les matériaux inertes accueillis puis valorisés in situ, 7401 tonnes ont été réceptionnés en 2023 tandis qu'en 2024, 22199 tonnes ont déjà été réceptionnés du fait d'un chantier à proximité immédiate de la carrière.

Enfin, l'exploitant explique que le double frêt est quasi systématiquement réalisé avec les camions de la sté TP SERRA. Par contre, il n'est guère opérationnel avec les autres artisans locaux, ni avec la sté Cévennes Containeurs Assainissement (groupe NICOLLIN 34) - en charge pour le SYMTOMA - du transport des bennes d'inertes en provenance de ses déchetteries à raison d'environ 1 rotation par jour.

En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de régulariser plusieurs éléments du dossier de demande d'autorisation par la fourniture d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement. Les nouveaux phasages d'exploitation et de remise en état seront notamment inclus ainsi que le montant des garanties financières pour chaque phase quinquennale. Les activités réellement réalisées in situ et rubriques relevant de la nomenclature des ICPE doivent être régularisées ou cessées définitivement (après remise en état dûment justifiée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : L'inspection a constaté divers équipements abandonnés sur le site "Baume Tézounnières", notamment à l'entrée du site, côté zones d'accueil et de transit : ferraille, panneaux, container de chantier, palettes en bois, etc L'exploitant s'est engagé à enlever et évacuer ces déchets dans les filières dûment autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : <u>Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau</u> Les besoins en eau concernent principalement l'atelier de sciage dont la consommation maximale est de 35 m3/j soit 9000 m3/an. En ajoutant l'arrosage des pistes et des stocks en période sèche et en cas de vent et le lavage des engins, les besoins sont estimés à 10 000 m3/an. L'approvisionnement en eau du site s'effectuera essentiellement par recyclage au maximum des eaux de sciage et de lavage et par récupération des eaux de pluie de toiture de l'atelier. L'appoint est réalisé si nécessaire par utilisation de l'eau de ville. La LCM dispose également en plus des bassins, d'une réserve d'eau de 40 000 l localisée à proximité de l'atelier. <u>Article 4.1.2. Alimentation en eau potable</u> Le site disposera d'un approvisionnement en eau potable principalement pour les usages sanitaires et domestiques (la consommation est estimée à 20 m3/an).
Constats : Concernant les besoins en eau du site "Lascombes", ils concernent principalement l'atelier de sciage et - si nécessaire - l'arrosage des pistes et des stocks en période sèche et en cas de vent ainsi que le lavage des engins. Aucun forage n'est présent in situ. Les eaux pluviales de toiture des bureaux et de l'atelier sont récupérées dans des cuves. L'atelier de sciage dispose de 3 bassins de décantation fonctionnant en circuit fermé. Les bureaux sont raccordés au réseau AEP exclusivement pour les usages sanitaires et domestiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réhabilitation du site
Prescription contrôlée : Le remblaiement est progressif et s'effectue en coordination avec le phasage d'exploitation de la carrière (6 phases de remblaiement de 5 ans). Deux scénarios de remise en état sont envisagés (cf plans joints en annexes XVI à XXIII) : · <u>Scénario n°1</u> : remblaiement des carrières avec les stériles du site (déchets de taille, stériles d'exploitation, terre de découvertes...) : le volume de matériaux remblayés dans le cadre de ce réaménagement est estimé à 350 000 m3. Il sera fonction des volumes de stériles non valorisables réellement générés, · <u>Scénario n°2</u> : remblaiement plus conséquent des carrières avec les stériles du site et des matériaux inertes extérieurs pour retrouver un profil topographique plus proche de l'état initial : le volume de matériaux remblayés dans le cadre de ce réaménagement est estimé à 1 410 000 m3 (dont 350 000 m3 de stériles du site estimés et 1 060 000 m3 d'inertes en complément). Dans le cadre du second scénario : · il convient de proposer une solution de valorisation des matériaux inertes du Bassin Viganais et répondre aux objectifs de valorisation et de recyclage des inertes du Grenelle de l'environnement (recyclage et valorisation à 70% des matériaux inertes), · en application de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié, les matériaux importés doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes et un registre doit être tenu à jour sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Si cette option est retenue, une vigilance particulière est portée sur l'origine et la nature des substrats utilisés pour le remblaiement, notamment vis-à-vis du risque d'introduction de plantes invasives.
Constats : Aucun remblaiement n'est réalisé in situ, les stériles du site et les matériaux inertes extérieurs accueilles sont en transit car tous valorisés avant commercialisation. Seules les terres de découverte ont été constatées stockées en attente de réaménagement du site. Ce constat nécessite le dépôt d'un rapport à connaissance déjà mentionné dans la fiche de constat n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Conditions particulières applicables à la station de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 10
Thème(s) : Situation administrative, Conditions particulières applicables à la station de transit
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées sont applicables.
Constats : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, et 2517, ne sont pas respectées (cf fiches de constats n°8 à 14).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière
Prescription contrôlée : I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6. III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.
Constats : Aucun remblayage n'est réalisé in situ, les stériles du site et les matériaux inertes extérieurs accueillis sont en transit car tous valorisés avant commercialisation. Seules les terres de découverte ont été constatées stockées en attente de réaménagement du site. Ce constat nécessite le dépôt d'un rapport à connaissance déjà mentionné dans la fiche de constat n°1. Quant aux apports extérieurs de déchets, ils ne sont pas systématiquement accompagnés d'un bordereau de suivi précisant leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. Par contre, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets, sans préciser les moyens de transport utilisés. Le plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité n'existe pas dans la mesure où les apports extérieurs de déchets ne servent actuellement pas au remblayage des carrières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementationsspéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection 2 plans topographiques / de nivellement datés du 26/06/2024, réalisés par le géomètre-expert Thierry GAZAN et sur lequel sont reportés les informations réglementaires. A noter que les zones remises en état n'y figurent pas, les 2 sites n'ayant pas encore été remis en état par remblayage. L'inspection fait remarquer que le plan dédié au gisement Lascombes est mal nommé car il est mentionné "Lauzières - Baume Tézounnières". A l'occasion de la réalisation des prochains plans, l'exploitant s'est engagé à faire corriger ce libellé et à faire quelques relevés supplémentaires au niveau de la zone granulats du gisement Lascombes, même s'il précise à l'inspection que la côte de référence est celle du point bas de la piste (609,28 m NGF).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 I
Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none">- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;- des déchets non pelletables ;- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;- des déchets radioactifs.
Constats : L'inspection a constaté que les déchets externes accueillis ne correspondent pas aux déchets interdits, listés à l'article 2 alinéa I de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Procédure d'acceptation préalable
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de dilution ou de mélange
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.
Constats : L'inspection n'a constaté aucun mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Admission des déchets inertes
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Aucun contrôle visuel des déchets n'est réalisé par l'exploitant ni à l'entrée de l'installation côté Lascombes, ni lors du déchargement du camion côté Baume Tézounnières, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Accusé d'acceptation
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant ne délivre aucun accusé d'acceptation au producteur des déchets incluant les informations réglementaires requises : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Conditions d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 [NDR : abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021] sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre d'admission qui a été mis à la disposition de l'inspection. Néanmoins, ce registre doit être complété avec l'ensemble des éléments réglementaires requis (accusé d'acceptation des déchets, résultat du contrôle visuel, motif de refus d'admission, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date d'entrée dans l'établissement</u> : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) <u>Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) <u>Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro desaisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission de <u>déchets</u> qui a été mis à la disposition de l'inspection.</p> <p>Néanmoins, ce registre doit être complété avec l'ensemble des éléments réglementaires requis au titre de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-43-1 du code de l'environnement (code du déchet, informations relatives à l'origine, la gestion et le transport du déchet, opération de traitement réalisée, etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 15 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des terres excavées et sédiments

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission des terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet qui a été mis à la disposition de l'inspection.

Néanmoins, ce registre doit être complété avec l'ensemble des éléments réglementaires requis au titre de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-43-1 du code de l'environnement (code du déchet, informations relatives à l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments, parcelle(s) cadastrale(s) du lieu de production des terres excavées et sédiments, opération de traitement réalisée, etc).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois